

Colloque proposé par le Journal "Liberté"

Discours¹ de *S.Exc. Madame Maria de Lourdes Pingasilgo*

Fribourg, 26 septembre 1991



L'Europe vue de l'Occident

1. Un continent aux prises avec la complexité

Les dernières décennies rendaient aux Européens occidentaux l'image de ce qu'ils étaient aux yeux des peuples d'autres continents : "le vieux monde".

L'identité européenne ne semblait pas être une question très importante. Car la division du monde en deux blocs conditionnait jusqu'à la vie politique et à l'identité fugace du vote.⁵ Elle devenait un acquis sans devenir un engagement. On parlait même récemment en France de "54 millions sans appartenance".

Le processus du Marché commun avait été relégué à ce qu'il était : un marché. La perspective était morose - 30 ans pour atteindre une politique agricole commune, et encore ! ...

La révision du Traité de Rome qui a débouché dans l'Acte Unique de 86 a fait démarrer une seconde fois l'essai de "coordination" de l'Europe occidentale. Certes, un nouveau dynamisme - dont Jacques Delors a été une des plus remarquables chevilles ouvrières - s'est fait sentir dans cette partie du continent.

¹ Mme Pintasilgo, souffrante, n'a pu se rendre à Fribourg; son texte a été lu par le Rédacteur en chef, M. Ribeaux.

Cependant, les processus des Douze se faisaient encore à une vitesse qui permettait à d'autres pays occidentaux d'y réfléchir sans pour autant s'engager à une adhésion au processus. (C'était le cas de la Confédération helvétique qui, en 1989, s'assurait d'une entente avec la CEE dans le domaine scientifique et technologique mais dont la culture politique propre la rendait soupçonneuse face au "déficit démocratique" de l'édifice institutionnel de la CEE.)

Et puis, tout d'un coup, une nouvelle donne a vu le jour.

L'Europe devenait une réalité beaucoup plus large. Le langage même dit la vitesse du changement : d'abord "les anciens pays communistes" deviennent "les pays de l'ex-Europe de l'Est", et bien vite "les pays d'Europe centrale et orientale" ...

Les moeurs ont changé : des millions d'occidentaux se rendent dans ces pays pour connaître leurs nouveaux partenaires, et découvrent avec étonnement l'art, la beauté, l'histoire de ces peuples qui, jusqu'à très récemment, semblaient complètement "étrangers".

(Même des aspects curieux : le service météorologique dans les pays de la partie la plus occidentale de l'Europe ne manque plus de communiquer l'état du temps dans les pays d'Europe centrale et orientale !)

Cette secousse a posé, sans équivoque, la question de l'appartenance. Etre Européen est devenu une question majeure.

Or dès que se posent des questions d'identité, un dynamisme (psychique au plan individuel et psycho-sociologique au plan collectif) est déclenché. Les sociétés bougent, s'interrogent, sont plus disponibles à leur propre réorganisation.

D'où en Europe occidentale l'accélération de la discussion concernant les partenaires de l'Espace Economique Européen, la demande d'intégration dans la CEE non seulement de l'Autriche mais aussi de la Suède.

D'où aussi la conviction que les deux conférences inter-gouvernementales dans le cadre de la CEE doivent aboutir rapidement à des conclusions. L'Union monétaire est indispensable ; l'union politique est impérative.

Si l'enjeu de 92 avait donné à l'Europe occidentale un regain de vitalité en obligeant les institutions et les individus à se penser eux-mêmes dans un espace plus large, les changements intervenus en Europe centrale et orientale ont ébranlé la stabilité avec laquelle l'Europe occidentale lentement s'organisait.

L'espace devenant plus large, de nombreux éléments étant radicalement nouveaux, l'Europe ne peut être pensée aujourd'hui dans des termes auxquels toutes les générations de l'après-guerre étaient habituées.



Les axes de sa propre évolution sont maintenant plusieurs - et au plan géographique et au plan des enjeux. La CEE a cessé d'être le seul axe autour duquel se faisaient les ajustements. (On le voit d'ailleurs quand se soulèvent des questions concernant la définition de l'institution européenne qui doit être tenue pour responsable de tel ou tel problème majeur - le cas de l'environnement dans ses multiples expressions étant le plus frappant.)

A la question que l'on posait encore il y a un an de savoir si "la CEE était une médiation historique nécessaire", les faits semblent répondre maintenant sans équivoque. Par le même mouvement qui relativise la CEE face à un axe d'Europe centrale et à ce qui constituera l'axe de l'URS, la CEE se trouve renforcée dans l'ensemble des rapports entre tout le continent qui restent à inventer.

Au coeur des questions soulevées par de nouveaux agencements de tous ordres, se révèle une complexité inédite. Parler de complexité revient - rappelons-nous - à parler de systèmes autonomes et, cependant, interdépendants. Dans une telle perspective sont dépassés les mécanismes simplistes de cause/effet. Dans un univers conduit par la logique de "tout se tient", les différents systèmes sont à la fois cause et effet de leurs interactions.

Bien sûr, l'interdépendance économique devenait de plus en plus claire depuis l'établissement du dollar comme monnaie mondiale. Les dirigeants politiques qui ont eu affaire au FMI le savaient - douloureusement, ils le savaient. L'interdépendance politico-militaire était nette aussi, chaque pays sachant qu'il était rattaché à la zone d'influence de chacune des super-puissances.

Aujourd'hui, cependant, l'interdépendance se fait sentir à tous les niveaux de la scène mondiale. Penser l'interdépendance en tant qu'expression de la complexité demande une nouvelle articulation des idées, de nouveaux repères et de nouveaux mécanismes.

L'Europe qui, si longtemps, a vécu de l'industrialisme béat et qui a si rarement examiné ses propres références se voit soudainement aux prises avec un universel mental nouveau. Le "vieux monde" peut devenir un "nouveau monde" - à condition de vouloir parcourir des chemins nouveaux.



2. L'enjeu géo-stratégique

L'interdépendance se pose d'abord "intra-muros". D'un côté, une Europe qui semble éclater en de nouvelles entités politiques. De l'autre, une Europe qui perçoit la souveraineté de l'Etat-nation comme mise en échec par l'interdépendance. Comment réconcilier ces deux mouvements apparemment contradictoires ?

Il faut le dire clairement : l'interdépendance, issue de la globalisation de tous les enjeux politiques, demande une autre souveraineté qui, à son tour, exige un concept plus riche de citoyenneté.

On est ainsi d'emblée dans la redéfinition de la culture politique et, par là même, à un autre niveau culturel. Certes l'enjeu est politique, mais il l'est si profondément qu'un véritable changement culturel y est engagé.

A la critique, juste à mes yeux, selon laquelle l'Europe devrait se faire d'abord par la culture, répond la situation actuelle, en exigeant de la culture les repères fondateurs de nouveaux modes de vie politique.

A l'intérieur de chaque société, les conflits idéologiques n'ont plus le même contenu, l'écroulement du communisme ayant, pour ainsi dire, entraîné avec lui et ses défenseurs et ses opposants, devenus subitement vides d'ennemis. Mais à leur place naissent des affrontements nationalistes ou ressurgissent des antagonismes ethniques constituant de nouveaux clivages.

Le monde s'achemine inéluctablement vers de nouveaux agencements géopolitiques et géo-stratégiques sans avoir pour autant une conscience unanime et de la pensée et des structures qui serviront le nouveau stade de la vie internationale. On est à la fois en quête de systèmes internationaux plus efficaces et en pleine période d'essai des instances régionales. Une vision réaliste du nouvel équilibre du monde devient impérative. De nouveaux principes sont nécessaires à la fois pour que soit dépassé le danger d'éclatement des unités politiques existantes et pour que s'établisse l'équilibre dynamique d'un monde multi-polaires. Il faudra en conséquence renouveler les instances internationales et inventer des formes efficaces de régulation des mécanismes mondiaux.

La question géo-stratégique posée à l'Europe occidentale est de taille :

- va-t-on accepter la suprématie des Etats-Unis d'Amérique et s'y raccrocher à tout prix, en renforçant le monde unipolaire?
- ou est-ce que, face à l'engouement des pays de l'Europe centrale par les Etats-Unis d'Amérique, on insiste sur un autre espace, celui de toute

l'Europe et des deux continents américains ? Car si les Etats-Unis et le Canada sont, comme on argumente souvent, "un prolongement de la culture européenne", il en est de même en ce qui concerne les pays de l'Amérique latine ;

- ou est-ce que, l'Europe se méfiant des conditions d'un "impérialisme implicite" au plan politico-militaire de l'Amérique du Nord, l'on s'achemine davantage vers des espaces régionaux établissant dans leur sein, des règles du jeu géo-stratégique, et engageant avec les autres régions du monde le dialogue et la concertation nécessaires à un monde multipolaire ?

Evidemment je suis en train de "penser" ces questions sans tenir compte des institutions de défense existantes, car celles-ci correspondaient à l'équilibre, désormais révolu, de deux super-puissances.

3. L'enjeu économique

Le "nouvel ordre mondial" qui semble prendre forme n'est pas vide d'idéologie comme on peut le supposer. Une nouvelle idéologie mondiale a vu le jour : l'idéologie du marché.

En effet, partout on voit le marché comme le remède universel à tous les problèmes du monde

Sans doute le collapsus de l'économie de planification centrale nous a laissés avec un seul instrument : l'économie de marché. Par le même mouvement pendulaire de l'histoire, les peuples d'Europe centrale et orientale lui font maintenant totale confiance - davantage que celle que beaucoup d'Occidentaux lui font.

Cependant, déjà et bien avant que l'économie de marché soit établie en Europe centrale, la globalisation de ses principes et de ses mécanismes a mis en lumière ses limites :

- le marché "libre" n'est pas vraiment libre, car la majorité des pays entrent dans le commerce international sous des conditions intenable, mises en application par les pays riches qui n'hésitent pas à avoir une économie dirigée du fait des mesures protectionnistes ;
- le crédit international fonctionne de telle façon que beaucoup de pays devraient payer pour le service de leur dette plus que leur PNB !



Fundação Cuidar o Futuro

- les investissements directs (cf. rapport du Centre sur les sociétés transnationales de l'ONU, 19 juillet 1991) des multinationales se sont accrus de 27 % l'année dernière. Mais la richesse qui en découle s'est concentrée où ? Cinquante pour cent aux Etats-Unis d'Amérique et les vingt pour cent de l'hémisphère Sud sont allés uniquement vers dix pays;
- le flux de capitaux, au lieu de se faire dans la direction Nord-Sud, se fait dans le sens inverse ! Au cours des huit dernières années, le flux de capitaux de l'Amérique latine vers l'hémisphère Nord a été de 300 milliards de dollars !

Nous sommes en face d'un "désordre international organisé". Le déséquilibre entre régions augmente. Le continent africain va à la dérive. Le Sud asiatique et l'Amérique latine ne pèsent plus sur la scène mondiale. Ce qui domine est la marginalisation de la plupart de l'humanité.

L'idéologie qui sous-tend cet état de choses est axée sur l'acceptation de l'exclusion comme un principe social et politique légitime.

Tout cela n'est pas un accident de l'histoire. Depuis les années 80, les pays de l'OCDE ont axé leurs politiques économiques sur le concept de "ajustement structurel" ou de "réforme structurelle".

On définit ces concepts de la façon suivante :

Fundação Cuidar o Futuro
 "La réforme structurelle est l'ensemble des transformations nécessaires pour permettre le fonctionnement équilibré de l'économie."



Dans cette optique, tout, dans la société, est orienté vers l'économie et sa santé. Un concept purement économique (dans son objectif et dans ses moyens) a remplacé les idées englobantes de "transformation sociale" ou de "projet de société".

C'est ici que le bât blesse. Car le marché ne voit pas ce qui n'est pas monnayable. Il y a quelques jours, Jacques Delors disait que le marché est "myope". Pour ma part, je le considère plutôt aveugle.

Car il ne voit pas la pauvreté et la marginalisation ; il ne voit pas l'environnement ; il ne voit pas les réalités spirituelles.

L'immense tache de pauvreté absolue s'élargit dans le monde tandis que les modèles de consommation des pays nantis, soumis aveuglement au critère du



"toujours plus", et en allant bien au-delà des besoins de la majorité de leurs populations, ne trouvent pas de théorie économique capable de les faire infléchir.

L'ensemble de ces questions et leur enchevêtrement constituent une situation historique sans précédent. Les institutions existantes ne répondent pas aux nouvelles conditions.

C'est pourquoi il devient urgent de concevoir de nouvelles structures d'intégration des problèmes financiers et commerciaux à l'échelle mondiale. Pour réussir une telle tâche, il faut que prenne corps une vision authentiquement solidaire de l'humanité.

Dans ce contexte, la moindre des tâches de l'Europe est celle de la nécessaire aide technique et financière aux pays de l'Europe centrale et orientale.

Bien en-deçà de gestes généreux, il y a des questions vitales pour le redressement de l'économie et pour rendre plus humaine l'économie de marché.
Ainsi :

- est-ce que l'Europe s'engage dans le processus des économies en transformation pour des raisons de justice et de solidarité ou pour la recherche de nouveaux marchés ?
- est-on prêt en Europe occidentale à contribuer au démantèlement du désordre économique mondial et à refaire des institutions plus équitables dans leur gestion ?
- l'Europe cherche-t-elle une plus grande vitalité de l'économie en même temps que les mécanismes qui induisent une vitalité semblable dans l'hémisphère Sud,
- ou bien, au contraire, ne poursuit-elle que le chemin du renforcement de son pouvoir économique dans la triade (CEE/Japon/EUA) ?
- est-ce que l'Europe, faite avant tout de citoyens et de citoyennes (car la CEE n'est pas, malgré les apparences, une institution intergouvernementale), est capable d'entamer un processus de changements des zones artificielles de l'économie de telle sorte que l'appétit de la consommation ne soit pas la motivation première à l'oeuvre dans la société ?
- dans ce cadre, est-ce que la CEE est capable de passer à une autre échelle qui ne serait plus "cumulative" (d'abord les 6, puis les 9, les 10, et finalement les 12) mais qui repenserait tout l'espace économique européen

à partir de la nouvelle donne politique ? A-t-on le désir de faire ce saut qualitatif ?



4. L'enjeu de l'approfondissement de la démocratie

Les événements qui ont eu lieu - qui sont en train d'avoir lieu en Europe - ne laissent pas la démocratie indemne.

A l'intérieur de l'Etat, le changement de perspective sur la souveraineté ne va pas sans introduire de profonds changements dans l'organisation même de la société, dans son rapport à l'Etat et dans les fonctions que l'un et l'autre se voient attribuées. Elle va jusqu'à caractériser autrement l'idée et la pratique de la citoyenneté.

En effet, l'Etat moderne s'était constitué sur la citoyenneté du peuple en tant que fondement de la souveraineté. Or la citoyenneté, de par l'interdépendance de la planète, se trouve transformée. La démarche suivie par la défense des droits de l'homme a dépassé le concept traditionnel de souveraineté, en reconnaissant le droit d'ingérence.

Un concept et une pratique de la citoyenneté élargis aux conséquences de l'interdépendance sont des points-charnières d'une nouvelle culture politique.

Fundação Cuidar o Futuro

Au cours des dernières années le politique a subi une implosion. Par les caractéristiques de la gestion technocratique et par les effets pervers de la procédure démocratique, il s'est dissocié du corps social qui n'a gardé que deux possibilités de s'exprimer : les urnes et la rue.

Ne nous y trompons pas : le discrédit dont jouit la politique tient en grande partie à une représentativité qui n'en est pas une: élection de députés sur des listes résultant de luttes de tendance à l'intérieur des partis; mise à l'écart lors des discussions de questions vitales pour la société ; éloignement de plus en plus grand des élus par rapport aux électeurs. Quand il y a "concertation", il se produit un nivellement qui, en se basant sur le plus petit dénominateur commun, ne fait que créer "le charme triste du consensus", incapable de rendre les personnes solidaires et de les mobiliser.

L'opinion publique n'ayant pas de canaux pour se faire entendre, si ce n'est par le biais trompeur des sondages, la volonté populaire reste sans prise directe sur les événements. D'où l'avènement du pouvoir personnel au sommet des hiérarchies politiques, l'absence d'entraînement au véritable travail en équipe, l'alibi du "secret d'Etat" pour justifier un pouvoir de moins en moins partagé.

Ce questionnement n'est pas sans rapport avec le fait que la démocratie vit encore sur des modes du début de la civilisation industrielle. De cette époque subsistent des mécanismes de consultation aux forces sociales qui se limitent aux expressions organisées du binôme capital/travail (patronat/syndicats) ainsi qu'un schéma uniquement commercial de la production, réducteur ou ignorant de l'importance primordiale des choix scientifiques et technologiques.

Le problème n'est donc pas celui d'un aménagement plus ou moins réussi des institutions. Il est tout simplement la question urgente de la ré-invention de la démocratie à l'intérieur de chaque société.

Nous sommes partout devant des sociétés "bloquées", des sociétés qui ont du mal à se produire, face à la turbulence de cette période de complexité. Mais c'est la théorie de la complexité elle-même qui fournit aux organismes vivants la possibilité de s'auto-organiser, de renforcer les marges qui en deviennent centres vivifiants, d'établir par la mobilité et la flexibilité de toutes les composantes sociales, de nouvelles configurations.

Car c'est à ce niveau-là que se situe la citoyenneté en démocratie: dans la possibilité non seulement d'intervenir dans des moments de crise ou d'être appelé aux urnes lors des échéances électorales, mais aussi de contribuer, avec les expériences et les compétences de chacun et de chacune, aux prises de décision qui concernent les conditions de vie de tous à court et à long terme.

Dans ce contexte, l'influence que les modèles de l'Europe occidentale exercent sur les pays d'Europe centrale et orientale devrait être complétée par la mise en garde concernant les difficultés de la démocratie et par le travail en commun sur des pistes nouvelles.

Ainsi :

- que pouvons-nous faire en Europe pour que le protagonisme politique revienne à chaque homme et chaque femme dans les enjeux qui les concernent?
- comment repenser les grands enjeux : autour de mouvements sociaux ou à partir des institutions où ils prennent corps ?



- est-ce que les pays qui vont adhérer à la CEE ne peuvent pas mettre une condition : qu'à chaque grande décision de la Communauté corresponde une consultation populaire ?
- est-ce que la nouvelle cohésion du continent ne permettrait pas d'établir des listes de candidats intra-européens pour le Parlement européen ?

5. L'enjeu de l'environnement

L'Europe se voit une quand elle est saisie de son rapport à l'environnement.

Peut-être aucun autre aspect ne révèle si clairement la globalisation des problèmes que la relation des hommes à la nature. Car l'histoire s'est faite, pendant des siècles, en toute indépendance par rapport à la nature, celle-ci ne se faisant sentir que lors des ravages provoqués par les épidémies ou par les catastrophes dites naturelles.

Avec l'avènement de l'industrialisation la nature est entrée dans l'histoire sans que l'on s'en aperçoive - soit par l'exploitation systématique de toutes les ressources naturelles soit à travers la création d'agglomérations urbaines brisant totalement le lien de l'homme avec la nature. Or, tout d'un coup, la nature s'est révoltée - l'épuisement des ressources, la dégradation de l'environnement, la menace pour la survie de la planète, en disent long sur la violence qui a été faite sur la nature. L'histoire ne pourra plus se faire sans penser en même temps la nature.

L'enjeu global qui s'y joue est celui de l'orientation de la science et de la technologie, de leur utilisation par tous les peuples, de leur contribution à un développement véritable et soutenu de toutes les régions de la planète, de leur rôle culturel dans le façonnement d'une nouvelle civilisation.

Comme on l'a dit clairement aux Assises de la Confédération européenne à Prague, l'environnement étant à la fois une affaire de culture, d'économie et de politique, elle constitue un tremplin pour une Europe Unie.

Depuis la sauvegarde des forêts européennes jusqu'à l'assainissement des mers intérieures et des fleuves, les tâches deviennent de plus en plus transnationales. A un tel point que l'on peut dire, comme on l'a dit à Prague, qu'il faut établir, au niveau de l'environnement, "une stratégie commune pour toute l'Europe".



6. Des choix collectifs

Comment répondre à ces grandes responsabilités collectives ?

Le cadre conceptuel, les normes existantes, ne sont pas suffisants. Il faut aller vers une autre trajectoire. D'autant plus nécessaire que le savoir, les valeurs et les diverses composantes des situations ont changé. Il faut cerner de plus près, innover, changer d'échelle, inventer.

A l'échelle de la planète, la solidarité n'est plus un choix moral arbitraire - comme le disait Teilhard de Chardin, les êtres humains forment une "noosphère", couche de millions et de millions de personnes de toutes races et âges, vivant liées les unes aux autres sans en être conscientes et dépendant les unes des autres. Quand la sécurité, l'économie et les choix technologiques auront intégré cette notion dans tous leurs rouages, il sera possible d'envisager une nouvelle culture politique capable d'engendrer un temps de prospérité pour chacun et de justice pour tous.

Rendre compte d'une réalité politique qui doit embrasser à la fois des questions de sécurité et d'économie, d'environnement et de bien-être social, de libre marché et d'approfondissement culturel ; et tout cela sur le plan de la planète - voilà ce qui demande une vision du monde caractérisée par la complexité.

Une telle vision va bien au-delà des institutions existantes, du corps théorique que nous avons hérité et des capacités des personnes. De nouvelles aptitudes seront nécessaires pour élaborer une culture politique qui, loin d'isoler les enjeux, les perçoive dans leurs interactions et en saisisse l'interdépendance foncière. De nouvelles priorités s'ébauchent auxquelles doit répondre une capacité de décision sans faille et sans préjugés.

Au-delà de toutes les questions soulevées, c'est le paradigme de notre société qui est en question. C'est mon ardent désir que l'effondrement du régime communiste ne devienne pas un alibi pour l'escamoter.

Nous avons tous vécu en Europe (occidentale, centrale, orientale) sous l'emprise de la civilisation industrielle. Le paradigme sous-jacent était simple : la science contenait en elle-même la capacité de sa propre auto-correction. Il s'agissait de la preuve d'un progrès infini, d'un processus linéaire ne comportant des erreurs que celles dues au principe d'incertitude.

En Europe où ce paradigme a vu le jour, on commence à percevoir un autre type de civilisation : une civilisation où émerge lentement l'idée de limites. Il ne s'agit pas de limites exogènes au processus, venant d'ailleurs (par exemple,



d'un raisonnement éthique), mais des limites intrinsèques à l'interdépendance des systèmes et des êtres, ou (comme nous le dit la psychanalyse) les limites découlant de la loi intérieure de chaque être, de cette zone où la racine de la vie est atteinte et la profondeur du sens est perçue.

Conclusion

Face à des professionnels des moyens de communications, je ne peux pas escamoter deux pensées qui me sont chères.

Les années, les mois prochains seront décisifs. C'est un "Kairos" pour l'Europe, un temps inattendu, où la re-création est possible.

Vivre pleinement le "Kairos" signifie rendre plus proche l'horizon de notre Foi. Vivre pleinement notre temps, c'est vivre la trame de notre éternité.

L'accélération de l'histoire, l'avidité pour la sur-consommation de l'information nous rendent parfois sceptiques.

C'est pourquoi je souhaite que l'on puisse dire un jour de chacun d'entre nous, quelle que soit notre activité, ce qu'un journaliste a écrit du Père Chenu lors de sa mort:

"Son lieu de travail, c'était l'évènement."

